



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

261 | Janvier-Mars 2013
Métropoles et villes du Sud

Amina Saïd Chire, *Djibouti contemporain*. Paris :
Karthala, 2013, 354 p.

Christian Bouquet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6812>

DOI : 10.4000/com.6812

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2013

Pagination : 133-135

ISBN : 978-2-86781-851-6

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Christian Bouquet, « Amina Saïd Chire, *Djibouti contemporain*. Paris : Karthala, 2013, 354 p. », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 261 | Janvier-Mars 2013, mis en ligne le 30 octobre 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/com/6812> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.6812>

© Tous droits réservés

SAÏD CHIRÉ Amina éd., 2013 - *Djibouti contemporain*. Paris : Karthala, 354 p.

C'est pour tordre le coup aux stéréotypes par lesquels on désigne souvent le territoire djiboutien – base stratégique, ex-confetti de l'Empire, État contre nature – que notre collègue Amina Saïd Chiré a entrepris de coordonner cet ouvrage. Après avoir soutenu sa thèse de géographie à Bordeaux en 2001 (*Le nomade et la ville à Djibouti. Stratégies d'insertion urbaine et production de territoire*, Karthala, 2007), elle avait déjà produit une mise à jour salubre en dirigeant l'Atlas de Djibouti (éditions Jeune Afrique, 2007).

Pour le présent ouvrage, elle a réuni une quinzaine d'auteurs parmi les meilleurs spécialistes de la région, et leur a tracé un cadre d'étude permettant de construire une nouvelle géographie de Djibouti, d'où le titre.

C'est ainsi que cet imposant volume, assez bien illustré – même si l'on eût préféré des cartes en couleurs plutôt que des photos – s'articule autour des trois questions qui hantent le géographe lorsqu'il aborde ce minuscule pays : comment s'est constitué le « territoire » djiboutien ? Que serait-il sans les dynamiques exogènes qui le font vivre ? Trouvera-t-il un modèle de développement endogène ?

Intitulée « les territoires djiboutiens », la première partie commence opportunément par le début de l'Histoire, c'est-à-dire l'état des connaissances archéologiques (Xavier Guthertz). S'il reste encore de nombreuses zones d'ombre, les chercheurs ont mis au jour plusieurs sites du Paléolithique et du Néolithique permettant d'imaginer, sans les démontrer, des contacts avec les grandes civilisations de l'Antiquité.

L'enchaînement du chapitre suivant, assuré par Simon Imbert-Viers, justifie le pluriel de son titre (« l'invention de territoires djiboutiens ») dès la première phrase : « Le territoire autour du Golfe de Tadjoura n'est ni nommé ni pensé en tant que tel avant l'installation française dans le dernier quart du XIX^{ème} siècle. » En effet, dans un espace – et surtout dans un milieu culturel – où la notion de frontière recouvre tout au plus une discontinuité large, parfois très large, l'introduction des frontières linéaires par les colonisateurs a marqué une rupture socio-spatiale dont l'auteur retrace l'histoire compliquée. Comme ailleurs en Afrique, le chemin de fer a pu apparaître comme une colonne vertébrale structurante, mais c'est surtout l'émergence des villes qui a contribué à mailler l'espace.

Or, prenant le relais dans le troisième chapitre, Moustapha Nour Ayeh place la métropolisation du pays sous le signe de « l'explosion démographique, la paupérisation et la violence ». On comprend alors que le territoire délimité par les puissances coloniales ne sera pas viable s'il n'évolue pas, et c'est un autre modèle transféré qui est convoqué pour tenter de faire face aux enjeux du monde moderne : la décentralisation.

Traitée sous son aspect juridique et institutionnel par Abdoukader Hassan Mouhoumed, cette recomposition politique et territoriale appelle de la part d'Amina Saïd Chiré quelques réserves parfois qualifiées d'échec. Après beaucoup d'autres auteurs, elle constate – sans le dire aussi clairement – que ce processus, sorti par

les institutions de Bretton Woods d'un chapeau rempli de recettes occidentales « à vocation universelle », ne sert, pour l'instant, qu'à construire des carrières politiques et à distribuer des prébendes dans un contexte de rente appauvrie.

C'est Alain Gascon qui entame la seconde partie en allant chercher dans l'histoire coloniale les raisons qui ont fait de Djibouti un port, alternativement négligé et hyperactif. Il souligne avec pertinence le fait que c'est l'Éthiopie, par son enclavement, et Dubaï, par ses investissements, qui assurent actuellement la prospérité de l'État. Que les lignes bougent ici (l'Éthiopie se tourne vers un autre débouché) ou là (les capitaux émiratis s'assèchent), et Djibouti redeviendra le « port de l'oubli ».

À Aden Omar Abdillahi revient la lourde responsabilité de traiter l'histoire contemporaine, dans les limites qui s'imposent à un auteur soucieux de rester politiquement correct, car si la liberté d'expression est reconnue à Djibouti, elle est très peu utilisée. Il s'en sort assez bien en pointant les défis que doit affronter le pays : paupérisation, inégalités, démographie mal maîtrisée. Et, dans sa conclusion, il aborde frontalement les questions auxquelles chacun pense : « Sue le plan politique, le pays a encore une grande marge de manœuvre pour améliorer son système démocratique, instaurer un véritable État de droit, encourager la liberté d'expression, garantir des élections libres et transparentes, renforcer le dispositif sécuritaire, combattre la corruption et le clientélisme, remédier à la défaillance de l'administration publique et rétablir la confiance de la population dans la capacité du gouvernement à insuffler le changement tant attendu dans la gestion des affaires de l'État. » Vaste programme...

Revenant sur l'axe économique Addis-Abeba – Djibouti, Bezunesh Tamru évoque l'arc économique et maritime de la Corne de l'Afrique et semble croire en l'avenir du *hub* djiboutien, reposant sur l'intégration régionale autour de la voie ferrée, car celle-ci a finalement polarisé un corridor d'urbanisation qui pourrait être redynamisé à la faveur de la réhabilitation des voies.

Quand on cherche les raisons de la relative réussite économique djiboutienne dans un contexte « contre nature » (contre *la* nature), on ne pense pas forcément aux banques. Colette Dubois rappelle fort opportunément que ces établissements ont été des leviers déterminants dans l'essor de plusieurs places de la Corne, dont Djibouti. En étudiant plus particulièrement la Banque de l'Indochine et la *Bank of Abyssinia*, elle met le doigt sur les batailles que se sont livrées les implantations bancaires pour défendre leurs monopoles.

Enfin la troisième partie se penche sur les ressources du pays. Évidemment, on l'avait deviné, « la nature » s'impose et constitue quasiment la première ressource, richesse mal connue et pourtant très menacée, comme le souligne Alain Laurent dans son étude très fouillée de la biodiversité. On apprend à cette occasion que la sensibilisation au développement durable progresse, avec la mise en place d'Agendas 21 adaptés aux réalités locales. C'est ainsi qu'on privilégie les murets de pierres au grillage pour protéger les jardins. Mais, en termes de développement économique, on n'échappe pas au secteur informel, dont le poids est présenté par Ismaël Mahamoud sur la base de quelques enquêtes locales fort instructives. La question de l'eau, centrale

à Djibouti, fait l'objet d'un chapitre bien documenté par Hassan-Omar Rayaleh, dont la thèse de géographie sur le sujet fait autorité (*La gestion d'une pénurie : l'eau à Djibouti*, Orléans, 2004). L'accès à l'eau potable dans les parties précaires du quartier de Balbala est d'ailleurs largement marqué par des pratiques parallèles relevant de l'informel.

L'idée de donner une dimension culturelle à cette synthèse ajoute à la qualité de l'ouvrage. Dans un pays où la capitale rassemble les deux tiers de la population, la culture urbaine est omniprésente, et Mohamed Houmed Hassan en aborde tous les registres, en insistant sur le brassage ethnique que la création artistique pourrait favoriser. Achievant le tableau, Abdourahman Yacin Ahmed évoque la littérature djiboutienne d'expression française, qui revisite aussi bien le passé colonial que le tribalisme (et le *khât*...). Peut-être néglige-t-il le fait que la langue française cède du terrain dans les établissements scolaires, et donc dans la vie publique, ce qui provoquera inévitablement une évolution de la littérature nationale.

Sans grand risque de froisser des susceptibilités, on pouvait dire jusque-là qu'il n'existait guère d'ouvrages solides et récents sur Djibouti. Ce volume, opportunément financé par l'Université de Djibouti et l'Institut français, vient non seulement combler un vide mais fournir aux chercheurs, africanistes et autres, des bases sérieuses de connaissance et de réflexion. Le mérite en revient à la coordinatrice, Amina Saïd Chiré, qui n'a pas ménagé sa peine et son temps pour conduire à son terme ce projet difficile.

Christian BOUQUET, Professeur de géographie politique, Université Bordeaux
3 et UMR LAM (Les Afriques dans le Monde)